

VERS RIO 2012

CAHIER G

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

LE DEVOIR



Montréal, Chamonix et **Rio de Janeiro** sont les lieux d'une action solidaire planétaire

Page 3



Les **coopératives** font partie de la solution

Page 4

Un Québec au développement **durable** prend forme

Page 6



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une économie plus humaine et solidaire, davantage axée sur les besoins des citoyens, est réclamée pour faire émerger un nouveau mode de développement.

La planète sera solidaire ou ne sera plus!

L'« autre » économie propose en modèles ses réalisations

«On change de modèle.» C'est par cette phrase-choc, presque un slogan, que le Groupe d'économie solidaire du Québec, le GESQ, lance l'invitation à participer à un rendez-vous international ce lundi qui vient, soit le 17 octobre, au Centre Saint-Pierre de Montréal. Au programme: comment l'économie sociale et solidaire contribue à relever les défis qui permettront la réalisation d'un développement durable.

NORMAND THÉRIAULT

Nous étions en 1992, à Rio de Janeiro, au Brésil, et les tenants d'une nouvelle démarche écologique, soit celle de ceux qui affirmaient qu'il fallait contrer ce développement qui faisait fi, dans sa réalisation, des changements climatiques, ces gens enregistraient une victoire: on allait pouvoir mettre fin à une pratique où le profit avait préséance sur toute autre mesure d'action.

La planète serait ainsi protégée. Ensuite il y eut Montréal, puis Copenhague, ces grandes rencontres écologistes ont finalement imposé une réorientation des actions: des pays — le Canada d'un Stephen Harper devenant d'ailleurs le ténor dans le concert des capitalistes purs et durs — ont tout fait pour mettre à mal ces pro-

grammes de contrôle et d'encadrement des émissions de gaz à effet de serre et la mise en place de multiples mesures de protection de la qualité de l'environnement. Et le rêve que le mot «Kyoto» avait recouvert s'est transformé en cauchemar.

Ajoutons à cela une crise économique et voilà que les campagnes publicitaires de la droite se font entendre pour proclamer que la nécessité d'une reprise économique autorise à nouveau tous les abus. Et c'est le retour dans ce «Far-West» économique qui est pourtant le grand responsable de ces pertes qui s'évaluent aujourd'hui à des milliers de milliards, qu'ils soient des dollars, des euros, des pesos ou des yuans.

Espoir

Heureusement, d'autres voix, d'espoir cette fois, se font entendre. Et on parle de l'émergence d'une nouvelle économie, qui, elle, est au service des gens et promeut même une utilisation rationnelle des ressources. «Avec la dernière crise qui a entraîné des pertes d'emplois et une récession économique sans précédent, rappelle ainsi Pierre Partry, trésorier et responsable du dossier de l'économie sociale à la Confédération des syndicats nationaux, il y a un questionnement à l'échelle internationale pour trouver une façon de repenser l'économie en fonction des besoins des personnes. Il y a donc, de-

puis deux ou trois ans, de plus en plus de réseautage à l'échelle internationale pour faire émerger un nouveau mode de développement.»

Nous arrivons alors dans le monde des coopératives et des divers organismes citoyens, ces OBNL qui sont d'ailleurs devenus des acteurs majeurs de l'économie québécoise: on pense ici à Desjardins, aux fonds de travailleurs, à la Coop fédérée, voire aux divers centres de la petite enfance. Et un mouvement de même nature agit à l'échelle internationale, comme le signale Réjean Lantagne, représentant des coopératives canadiennes auprès de l'Alliance coopérative internationale région des Amériques: «Les 300 plus grandes coopératives et mutuelles dans le monde équivalent à la 10^e économie mondiale en matière de revenus générés.»

« Il y a un questionnement à l'échelle internationale pour trouver une façon de repenser l'économie »

Action

Il y aura donc un nouveau Rio en 2012, ce Rio +20. Et l'occasion est donc donnée de rencontrer les dirigeants de la planète pour leur faire admettre que l'économie traditionnelle a été incapable de relever le défi du développement: l'accumulation des richesses pour le seul profit de quelques-uns a été la cause de la grande débandade économique. Et alors, la richesse d'un pays ne se mesure pas au nombre de Mercedes ou de Cadillac par habitant!

Rendez-vous est donc fixé à Rio. Mais, d'ici là, on s'y prépare. En cette année qui précède l'Année internationale des coopératives, le milieu associatif demande que, en économie, on change de modèle. Un lundi, donc, de rencontres, ce 17 octobre, au Centre Saint-Pierre, en ce jour d'ouverture du Forum international de l'économie sociale et solidaire (qui, lui, se déroule au Palais des congrès, et ce, jusqu'au 20), puis déplacement vers Chamonix, où se tiendront en novembre les Rencontres du Mont-Blanc, puis Rio en juin prochain, avant de conclure dans un an par le Sommet international des coopératives.

Et on aurait la formule gagnante, comme le souligne Jean-François Lisée: «Cette économie sociale, face à la crise du capitalisme, est à la fois un rempart et un programme. Je parle d'un rempart parce que, que ce soit ailleurs ou au Québec, les entreprises qui ont le mieux résisté à la crise de 2008, ce sont les coopératives et les entreprises d'économie sociale; elles y sont arrivées notamment parce qu'elles ne sont pas cotées en Bourse et qu'elles sont protégées des fluctuations du marché.»

Dans cette nouvelle économie, le Québec se veut un chef de file. Les réalisations passées l'autorisent. Et les tenants de cette démarche savent qu'ils ne sont point seuls: ne dénombre-t-on pas sur la planète près de 750 000 coopératives de toute nature?

Le Devoir

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ANGUS

est fière de mettre sa matière **verte** au service des quartiers de Montréal et de Québec.

www.technopoleangus.com

TECHNOPÔLE ANGUS LE 2-22 QUADRILATÈRE SAINT-LAURENT THÉÂTRE LA LICORNE L'EXCENTRIS PROJET LE DIAMANT CINÉMA QUÉBEC

VERS RIO 2012

Entrevue avec Jean-François Lisée et Gérald Larose

Une économie émergente se profile en lien étroit avec le développement durable

« Les crises se succèdent à une vitesse plus accélérée »

Le monde ne s'est jamais complètement extirpé de la sévère crise économique de 2008, dont les soubresauts se font toujours sentir et laissent planer la menace d'une replongée dans la récession. Pendant que l'économie traditionnelle bat de l'aile, plusieurs se tournent vers une économie sociale et solidaire (ESS) qui prend son envol. Jean-François Lisée et Gérald Larose en témoignent.

RÉGINALD HARVEY

Directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM), Jean-François Lisée aborde les enjeux liés à l'« autre » forme d'économie dans son livre intitulé *Imaginer l'après-crise*; il participera au rendez-vous du 17 octobre et dégage d'abord les deux lignes directrices en présence actuellement: « Cette économie sociale, face à la crise du capitalisme, est à la fois un rempart et un programme. Je parle d'un rempart parce que, que ce soit ailleurs ou au Québec, les entreprises qui ont le mieux résisté à la crise de 2008, ce sont les coopératives et les entreprises d'économie sociale; elles y sont arrivées notamment parce qu'elles ne sont pas cotées en Bourse et qu'elles sont protégées des fluctuations du marché. »

Il fournit plus de détails sur celles-ci: « Elles peuvent absorber une partie de la perte, par exemple celle du pouvoir de consommation, parce qu'elles répartissent entre les salariés-propriétaires le fardeau qui en découle; en matière de croissance

ou de décroissance des entreprises, ce sont elles qui offrent aux salariés une meilleure protection par rapport aux autres qui s'affairent dans le reste de l'économie. En plus, elles sont généralement concentrées sur des services qui ne sont pas « délocalisables », comme l'entretien ménager, le ressourcement, le forestier ou d'autres: on ne peut pas aller faire cela en Chine, et il faut le faire chez soi, ce qui représente un facteur de stabilité supplémentaire. »

Survivre aux « crises »

Ces prémisses débouchent sur un constat à plus longue portée: « Tout cela signifie plus largement, pour moi, qu'on se dirige vers d'autres crises du capitalisme et il en découle que les sociétés qui auront en leur sein une plus grande part de leur économie axée sur le coopératif et le social sont celles qui vont le mieux traverser ces crises. » La résultante est la suivante: « Dans ce sens-là, quand on regarde vers l'avenir, on se dit que développer cette économie-là consiste à mieux se préparer et à se donner davantage de résilience face aux chocs à venir. »

Il en arrive à dégager le point

central du programme inscrit en complémentarité du rempart: « L'entreprise capitaliste en soi, surtout quand elle est publique et inscrite en Bourse, fait face à l'obligation constante d'une augmentation de sa production, qui entraîne forcément une croissance de l'utilisation des ressources et de la consommation; il y a là un non-sens dans un univers où les ressources sont limitées. D'un autre côté, l'économie sociale et solidaire (ESS) peut décider de s'engager là-dedans, mais elle n'a pas à le faire; il ne figure pas dans son code génétique de devoir constamment augmenter sa production, son utilisation des ressources et la consommation des services ou des biens qu'elle produit. »

À partir de quoi, il tire cette conclusion: « Si on essaie d'imaginer demain une économie dont l'empreinte écologique sera plus faible, il est certain que plus il y aura une économie de nature sociale et solidaire, plus il sera facile de réduire cette empreinte. Le fait de la pousser dans cette direction-là, c'est un programme, et c'est répondre à plusieurs défis qui sont devant nous. »

Une force d'hier à aujourd'hui

Gérald Larose, porte-étendard syndical de longue date qui est aujourd'hui professeur à l'UQAM et président de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, s'applique de son côté à dépendre cette forme d'économie au Québec: « On a un beau

patrimoine dans ce domaine et il y a des secteurs qu'on occupe depuis des dizaines d'années: il y a l'épargne et le crédit accompagnés de l'innovation récente que constituent les fonds de travailleurs, de même que les divers fonds régionaux, il y a l'agricole avec pour nouveauté tout l'aspect biologique, et le forestier avec d'importantes coopératives; et il y a aussi le volet de la culture, dont on ne parle pas assez mais qui se présente beaucoup sous la forme de coopératives ou d'organismes à but non lucratif [OBNL]. » Il mentionne en outre le logement social: « On a ici un parc immobilier important, et cela, depuis 80 ans. »

L'héritage est riche mais il s'est diversifié: « Depuis les années 1980, on a énormément développé de nouveaux créneaux, dont le plus spectaculaire demeure les centres de la petite enfance [CPE], qui sont insérés dans une politique publique mais dont la gestion relève de l'ESS. Existe aussi l'aide à domicile, qui mobilise une centaine d'entreprises, et on pourrait de plus parler des cuisines collectives. On possède donc à la fois un patrimoine en même temps qu'on se situe beaucoup en émergence sur plusieurs volets. »

Le virage politique nécessaire

En tenant compte de la présence de l'aspect financier, M. Larose considère que cette économie représente ici une force majeure qui, sur le plan politique, occupe une place mi-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Jean-François Lisée

neure: « À ce point de vue, c'est un nain, et, à mon avis, il faut corriger cette situation le plus rapidement possible. A titre de secteur important, on s'est trop désintéressé de l'encadrement législatif et réglementaire; il en va de même de la gouvernance politique et du développement de l'économie. »

Comment corriger cette façon d'agir? « Il y a des axes sur lesquels il faut qu'on se déploie, dont le premier consiste à imposer que l'économie, ce n'est pas univoque mais pluriel; il y a celle qui est capitaliste, mais elle n'est pas la seule, car il existe aussi celle qui est publique, sociale et solidaire. Il faut faire reconnaître cela au quotidien. »

Un deuxième élément entre en jeu: « On doit être un acteur majeur pour proposer un déve-

loppement économique qui soit d'une autre facture que celle qu'on connaît. » Le modèle traditionnel capitaliste est arrivé à terme: « Les crises se succèdent à une vitesse plus accélérée. Il importe de le changer et l'ESS est en mesure de peser d'un certain poids pour y arriver, non seulement sur le plan économique mais aussi sur les plans idéologique et politique: l'économie, ce n'est pas une fin en soi, c'est un moyen pour poursuivre des objectifs sociaux et cheminer dans le sens de l'intérêt général de la société. On doit être partie prenante de ce débat-là et on l'est trop peu. »

Par conséquent, il assure qu'il importe à l'ESS de développer quelques axes d'intervention précis pour prendre part à la partie qui se joue. Il identifie trois revendications de base se situant en lien étroit avec le concept fondamental de développement durable: la première relève de toute la problématique du territoire et de la propriété des ressources, la deuxième appartient à la responsabilisation et à la reddition de comptes des entreprises, et la troisième, à la démocratisation du développement économique. Ces mesures doivent s'inscrire dès à présent à l'ordre du jour politique, comme le prône Gérald Larose: « Ça doit faire partie du débat électoral; il faut que ceux qui se présentent pour assumer des responsabilités politiques soient questionnés et mis en demeure de se positionner. »

Collaborateur du Devoir

Plus de 15 ans d'action pour une économie plus performante, plus équitable et plus verte.



Fondaction est une institution financière engagée en faveur du développement durable et de la finance socialement responsable.

Par ses investissements dans les entreprises d'ici, Fondaction contribue au maintien et à la création d'emplois au Québec.

3^e Rapport de développement durable A+

FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION ET L'EMPLOI

www.fondaction.com

UPA Développement international

Afrique et Québec, même combat!

Face à la mondialisation qui déferle depuis les années 1980, l'Union des producteurs agricoles (UPA) se bat pour préserver les fermes familiales en s'opposant aux géants de l'agriculture.

CLAUDE LAFLEUR

« Lorsqu'on a commencé à se battre contre le libre-échange, en 1985, les gens n'ont pas compris que nous défendions notre capacité à demeurer dans l'agriculture familiale, indique André Beaudoin, secrétaire général de l'UPA DI. Les événements des vingt dernières années poussent constamment les petits producteurs agricoles dans leurs derniers retranchements. »

L'UPA a donc étendu son action jusqu'en Afrique en aidant les fermiers locaux à se structurer. À cette fin, elle a créé l'UPA Développement international (UPA DI), qui propose un programme d'aide pour favoriser le développement individuel et collectif des paysans francophones.

« Ça fait maintenant vingt ans qu'on intervient dans le développement international, relate M. Beaudoin, soit depuis qu'on est arrivé à la conclusion que l'une des façons de défendre l'agriculture familiale, c'est d'appuyer d'autres agricultures familiales dans le monde. »

Développer l'estime de soi

« Très souvent, et même dans nos pays, les paysans sont considérés comme des citoyens de seconde classe », observe-t-il. Voilà pourquoi l'UPA DI a lancé un programme visant à rehausser l'estime personnelle des paysans africains.

Il s'agit d'une formation continue qui s'échelonne sur trois ans et qui est composée d'une série de modules. Les premiers modules portent sur la citoyenneté, puisque « lorsqu'un paysan comprend qu'il est un citoyen à part entière et que cette citoyenneté lui confère des droits et des responsabilités, voilà qui change la nature

même de l'individu », rapporte André Beaudoin.

Une fois cette notion acquise, les formateurs de l'UPA DI se penchent sur l'exploitation agricole de chaque paysan — comment améliorer celle-ci — mais toujours à partir du paysan lui-même. D'ailleurs, chacun d'eux est invité à présenter un projet visant à améliorer son exploitation. « On leur confie alors une bourse de 1000 \$, une somme qu'il devra rembourser non pas à l'UPA DI, mais à une organisation locale afin que celle-ci poursuive ce mode de formation », d'indiquer M. Beaudoin.

Les formateurs font également prendre conscience à chaque paysan que, s'il veut continuer à progresser, il lui faut alors s'unir et agir collectivement. « Ce sont finalement les paysannes et paysannes qui décident par eux-mêmes de se doter, par exemple, d'un entrepôt de céréales ou d'une coopérative de semences », dit-il.

Fin de l'agriculture familiale?

« L'expérience qu'on acquiert à l'international nous confirme que notre combat pour maintenir la ferme familiale n'est pas vain, observe le secrétaire général de l'UPA DI. La bataille qu'on risque de perdre, c'est celle du capital, c'est-à-dire que, pour maintenir une agriculture familiale dans n'importe quel pays, il faut des outils financiers, outils qu'on enlève actuellement aux producteurs agricoles indépendants. »

« Et si on n'arrive pas à inverser cette tendance, ce qui s'est vécu en une génération au Québec va se produire en l'espace de 10 ou 15 ans en Afrique, estime André Beaudoin. On laissera alors le champ libre aux grands exploitants agricoles et c'en sera fini de l'agriculture familiale! »

Collaborateur du Devoir

VERS RIO 2012

Après Montréal, Chamonix et Rio

Une action solidaire à l'échelle internationale

Le réseau québécois d'économie sociale et solidaire organise son action en vue du Sommet de la Terre en 2012

En juin prochain, Rio de Janeiro accueillera l'une des plus importantes conférences internationales jamais tenues au sujet du développement durable, le Sommet de la Terre 2012. Afin d'y porter un projet rassembleur et d'y présenter un cahier de propositions concrètes, le mouvement de l'économie sociale et solidaire (ESS) québécois s'est doté d'un plan d'action, dont le point d'ancrage est la tenue, le 17 octobre prochain, d'un rendez-vous international sur les défis du développement durable.

ÉMILIE CORRIVEAU

Née du mouvement ouvrier pendant la révolution industrielle, l'ESS imprime ses couleurs au développement du Québec depuis plus d'une centaine d'années. Ayant particulièrement évolué depuis la fin des années 1970, alors que le capitalisme était en pleine transformation, l'ESS québécois contribue aujourd'hui de façon considérable au développement humain, économique et écologique de la province.

Mais, face à la profondeur de la crise actuelle du modèle capitaliste de développement, qui ne cesse de s'aggraver depuis 2008, le mouvement d'ESS québécois est confronté aux limites de l'action locale. Sans modifier son échelle d'intervention pour la rendre plus internationale, le mouvement peut difficilement se présenter comme une solution de rechange valable au modèle en place pour répondre aux enjeux économiques, sociaux et écologiques qui sont aujourd'hui d'envergure planétaire.

«On ne peut plus penser le modèle québécois de développement comme on le pensait dans les années 1970, parce qu'aujourd'hui la majeure partie des grands problèmes sont internationaux. Si on veut passer à travers la crise actuelle, qui est internationale, profonde et globale et qui est à la fois économique, sociale et écologique, il faut envisager une action solidaire à l'échelle internationale, d'où la tenue du rendez-vous le 17 octobre à Montréal et la participation au sommet de Rio en 2012», confie Louis Favreau, sociologue et professeur à l'Université du Québec en Outaouais.

Préparer 2012

Pour comprendre le contexte dans lequel s'organise l'action de l'ESS québécoise en vue de 2012, il faut remonter à septembre 2010, lorsqu'a eu lieu à Lévis une conférence internationale tenue sous le thème «Quel

projet de société pour demain?» et ayant rassemblé plus de 600 représentants du mouvement coopératif international.

«Thierry Jeantet, le dirigeant principal des Rencontres du Mont-Blanc, qui réunissent tous les deux ans des dirigeants internationaux de l'ESS, était l'un des conférenciers invités à Lévis. Alors qu'il était en route vers l'événement avec Gérald Larose, du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), et Léopold Beaulieu, président-directeur général de Fondation CSN, il a soulevé la possibilité qu'une délégation québécoise soit reçue au Sommet de la Terre en 2012 en tant qu'acteur majeur dans le volet de l'économie verte», raconte M. Favreau.

À la suite de cette proposition, Mario Hébert, directeur de la recherche et des communications à Fondation CSN, René Lachapelle, président du GESQ, Gérald Larose et Louis Favreau se sont lancés dans l'organisation du rendez-vous montréalais du 17 octobre.

«C'est la première fois qu'au Québec les différents courants de l'économie sociale s'emparent de la question de façon directe. Il y a bien sûr des prises de positions générales sur le développement du-



Louis Favreau, sociologue et professeur à l'Université du Québec en Outaouais



BRUNO DOMINGOS REUTERS

Une délégation du Québec participera au Sommet de la Terre, à Rio, en 2012.

nable, des directions, mais, au-delà des déclarations de principes, on ne trouve que très peu d'actions concrètes», précise M. Favreau.

Après le rendez-vous international du 17 octobre et toujours dans la foulée de Rio 2012, une délégation québécoise de l'ESS participera aux Rencontres du Mont-Blanc à Chamonix. «Ce sera l'occasion de nourrir le projet québécois et de débattre des principaux enjeux du développement», commente M. Favreau.

Utopique ?

Aussi louables soient-elles, ces rencontres suffiront-elles à engendrer une concertation globale de l'action internationale de l'ESS? «Oui et non», répond M. Favreau. Actuellement, on assiste à une prise d'orientation de plus en plus ferme des organisations pour le développement durable. On est dans un contexte de nouvelle politisation des organisations, et ça, ça donne l'espoir qu'on puisse un jour parvenir à quelque chose de concret. Mais, pour l'instant, ce n'est qu'une

brèche. On n'est qu'au début d'un long processus qui devra s'échelonner sur plusieurs décennies.»

Aussi, d'après M. Favreau, l'économie sociale ne parviendra à s'organiser suffisamment pour représenter une réelle solution de rechange à la crise que si elle obtient le soutien de l'ensemble des mouvements sociaux, syndicaux, coopératifs et communautaires et que si elle politise davantage ses activités.

«Les acteurs de l'économie sociale et solidaire ne sont pas très politisés», précise le sociologue. Les coopératives et les entreprises collectives constituent une force économique, mais elles sont un nain politique, que ce soit au Québec ou à l'international. On commence à prendre conscience de ça et, de plus en plus, on cherche à s'affirmer davantage pour influencer les politiques publiques.»

Selon M. Favreau, cette affirmation politique doit notamment passer par la fédération et la confédération des différents acteurs de l'économie sociale et solidaire, puisque ce type de so-

lidarisation permet de développer des outils de représentation politique.

Une plateforme politique commune

«C'est un premier pas, mais ce n'est pas suffisant. Parce que se doter d'outils de représentation politique, ça peut simplement vouloir dire faire du lobby auprès des ministères. Le lobby, cela a ses qualités, mais ça se fait dans les coulisses du pouvoir. Il faut aussi développer à ciel ouvert une plateforme politique commune à l'ensemble des secteurs de l'économie sociale, mais aussi à l'ensemble des mouvements sociaux, de façon qu'on puisse mettre de l'avant une action politique qui nous est propre lorsqu'arrivent des moments-clés dans l'espace public pour discuter des questions de société», ajoute le sociologue.

C'est dans cet esprit que M. Favreau et son collègue Mario Hébert, économiste de formation, ont élaboré une plateforme d'orientation pour guider

l'action des différents acteurs de l'ESS et leur permettre de mieux porter sur la place publique les enjeux de l'économie sociale.

Reposant sur six grands chantiers et formulant une vingtaine de propositions concrètes pour favoriser le développement durable, cette plateforme sera présentée dans un premier temps à Montréal, lors du rendez-vous international du 17 octobre, puis lors des Rencontres du Mont-Blanc à Chamonix, en novembre.

«Ces rencontres et cette plateforme, ce n'est que le début d'un long processus», rappelle M. Favreau. Il y a présentement un moment, une occasion qui se présente, et un certain nombre d'organisations sont en train de s'en saisir, mais il faudra être patient. Il faudra se donner du temps, parce qu'il y a tout un virage à prendre avant que les organisations ne changent le regard qu'elles posent sur le développement. Disons que nous sommes toujours dans la phase d'éveil!»

Collaboratrice du Devoir



Faculté de l'éducation permanente

Certificat en coopération internationale

AIDE HUMANITAIRE + SOLIDARITÉ + DROITS HUMAINS + INTERVENTION

ADMISSION HIVER 2012
514 343.6090

www.fep.umontreal.ca/cooperation

Université  de Montréal

Le Placement à rendement social

est une valeur sûre et garantie.

L'argent investi sert à financer des coopératives, des organismes à but non lucratif et des entreprises privées socialement engagées, partout au Québec, comme Communauto, le Technopôle Angus, Équiterre et la Maison du développement durable.



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

Québec 418 647-1527
Montréal 514 598-2122
Lanaudière 450 753-7055

www.caissesolidaire.coop



Le choix de Laure Waridel

VERS RIO 2012

Alliance coopérative internationale

Les coopératives font partie de la solution

« Un Terrien sur deux bénéficie d'au moins une des 750 000 coopératives et mutuelles du monde »

Alors que le monde vit une triple crise, écologique, sociale et économique, les coopératives se positionnent comme une partie de la solution. Entrevue avec Réjean Lantagne, représentant des coopératives canadiennes à l'Alliance coopérative internationale, région des Amériques (ACI-Amériques).

MARTINE LETARTE

L'année 2012 sera importante pour les coopératives. D'abord, l'ONU a décrété que ce sera l'Année internationale des coopératives. De plus, ce sera l'Année internationale de la Terre de Rio 2012. Deux événements où l'ACI-Amériques souhaite faire rayonner l'œuvre des coopératives pour faire en sorte que le monde soit plus durable.

«Les coopératives agissent sur l'aspect social, économique et écologique. Elles font du réel développement durable», affirme Réjean Lantagne, également directeur général de la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI). Par sa définition, la coopérative appartient à ses membres. «Dans un monde où les inégalités sociales sont croissantes, la coopérative permet de redistribuer la richesse équitablement entre ses membres. La coopérative offre un grand avantage en matière d'équité sociale», affirme M. Lantagne.

Une force économique

Les coopératives génèrent aussi énormément de revenus. C'est une force économique. «Les 300 plus grandes coopératives et mutuelles dans le monde équivalent à la 10^e économie mondiale en matière de revenus générés», indique M. Lantagne. Pourtant, c'est méconnu.

Plusieurs pays ont réussi à développer leurs régions grâce à des coopératives. «Je pense par exemple aux coopératives agricoles aux États-Unis», indique M. Lantagne. L'épargne, le crédit et les assurances sont

aussi des secteurs où on retrouve énormément de coopératives. On retrouve 100 millions de coopérateurs aux États-Unis.»

Le Canada est également très bon élève avec ses 17 millions de coopérateurs, selon ses chiffres. «C'est un Canadien sur deux, précise-t-il. À l'échelle de la planète, on parle d'un septième de la population qui fait partie d'une coopérative. Si on étend ce nombre aux familles, cela représente un Terrien sur deux qui bénéficie d'au moins une des 750 000 coopératives et mutuelles du monde.»

Réjean Lantagne est convaincu que le modèle coopératif est encore plus attirant en temps de crise économique. «D'ailleurs, l'Organisation internationale du travail (OIT) a démontré que de plus en plus de gens se tournent vers les coopératives, avec la crise», affirme-t-il.

À ses yeux, c'est tout à fait logique. «Alors que les banques ont fait faillite, les coopératives ont mieux résisté. Pourquoi? Parce que les coopératives ne sont pas seulement tournées vers l'argent, comme les entreprises capitalistes. Elles sont d'abord tournées vers leurs membres. Le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) a d'ailleurs démontré, dans une étude, que les coopératives sont deux fois plus durables dans le temps que les entreprises ordinaires», indique M. Lantagne.

Des entreprises inquiètes du sort de la planète

Plusieurs coopératives sont directement dépendantes de l'environnement. «Plusieurs co-



Réjean Lantagne, directeur général de la SOCODEVI (à gauche), accompagné d'un représentant d'une coopérative forestière guatémaltèque et d'Alain Leclerc, ex-président de la SOCODEVI, lors d'une mission au Guatemala

opératives sont actives dans le monde rural. Elles vivent de la terre, de la forêt, donc elles se doivent de les protéger. Les coopératives font partie de la solution. Plusieurs vont d'ailleurs vers la nouvelle économie verte, comme l'énergie solaire, l'éolienne et la biomasse», remarque M. Lantagne.

Il affirme que les coopératives agricoles au Québec sont en train de mettre en place un système de notation en matière de développement durable. «Elles veulent voir où elles sont rendues et mettre en place une stratégie pour s'améliorer. Cela

ne veut pas dire que tout est parfait, mais la conscience du problème est là et plusieurs font beaucoup pour améliorer les choses», indique M. Lantagne.

Il croit également que plusieurs coopératives multiplient les efforts pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. «Par exemple, chez Desjardins, qui est le deuxième employeur privé au Québec, les nombreux déplacements entre Montréal et Québec que les employés doivent faire se font avec les transports collectifs. De plus, la SOCODEVI a mis sur pied un programme pour compenser

les émissions de gaz à effet de serre de ses membres en plantant des arbres. En trois ans d'existence, nous avons maintenant neuf de nos membres qui ont embarqué dans le projet», affirme-t-il.

Soutenir le développement de coopératives au Sud

Toutes ces raisons expliquent pourquoi le directeur général de la SOCODEVI trouve si important que les coopératives d'ici soutiennent la création et le renforcement de coopératives dans les pays du

Sud. «De plus, avec une coopérative, l'argent reste dans le pays, alors que, avec les multinationales, tout le profit ressort», affirme M. Lantagne.

Il déplore le fait que les actions des coopératives québécoises à l'étranger sont encore méconnues. «La SOCODEVI et Développement international Desjardins sont très actifs dans une quarantaine de pays en développement, au total. Ce sont des millions de dollars qui sont investis en appui aux coopératives du Sud», précise-t-il.

Réjean Lantagne croit toutefois que davantage pourrait être fait. «Il y a un potentiel énorme. Il y a aussi une volonté des coopératives d'ici d'en faire plus. Il faudrait toutefois que davantage d'argent soit disponible pour appuyer ces initiatives.»

Le Sud particulièrement à risque

Aux yeux de Réjean Lantagne, c'est bien la moindre des choses que les pays riches payent pour améliorer la situation dans les pays pauvres. «Une étude de la Banque mondiale démontre que, entre 1850 et 2005, les pays riches qui regroupent un milliard de personnes, soit 1/7 de la population mondiale, ont été responsables de 64 % de toutes les émissions de CO₂ de la planète. Les pays les plus pauvres, qui regroupent 1,5 milliard de personnes, en sont responsables de seulement 2 %», affirme-t-il.

Pourtant, les pays les plus pauvres souffrent davantage du réchauffement climatique. «Selon les estimations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les pays en développement subissent 80 % des effets négatifs du réchauffement. Et nous en sommes les grands responsables.»

Collaboratrice du Devoir

Crise économique

Heureuse pluralité!

« Les fonds fiscalisés et Desjardins ont permis de soutenir les lignes de crédit et d'investissement des entreprises »

L'un des grands mystères de notre époque est le fait que l'économie du Québec et celle du Canada — bien qu'intimement liées à celle des États-Unis — résistent pourtant étonnamment bien à la crise financière mondiale. Vive l'économie plurielle!

CLAUDE LAFLEUR

Comme le relate l'économiste Mario Hébert, de Fondation CSN, depuis la crise économique de 2008, le Canada et le Québec font figure de modèle pour le reste du monde. «Les statistiques le démontrent clairement, dit-il, le Canada s'est mieux comporté que les autres pays du globe et le Québec s'est démarqué du reste du Canada.»

Plusieurs facteurs expliquent la résilience de notre économie, rapporte-t-il. Les pays qui s'en tirent le mieux sont généralement dotés d'une solide réglementation financière, d'une bonne structure fiscale et d'interventions étatiques, afin de favoriser une économie plurielle.

Mario Hébert est directeur de la recherche, des communications et du soutien à la consommation à Fondation CSN, un fonds de travailleurs qui gère un actif de 843 millions de dollars provenant de l'épargne-retraite de 108 000 actionnaires et investis dans une centaine d'entreprises. «Je m'occupe de la recherche, notamment beaucoup en finance socialement responsable», précise-t-il. Tous les ans, son équipe produit l'étude des impacts qui résultent des investissements de Fondation, de même que les mé-

moires que dépose la CSN lors des consultations prébudgétaires menées par les gouvernements du Québec et du Canada.

Les piliers de la résilience

Mario Hébert rappelle que la crise de 2007-2008 a eu avant tout une nature financière: l'effondrement des marchés financiers américains. «Il faut donc se demander comment était réglementé et régulé le secteur de la finance dans les principaux pays du globe», dit-il. Or, justement, si notre économie a su bien résister, c'est entre autres parce que notre système bancaire est nettement mieux réglementé et régulé que les autres. Concrètement, rapporte M. Hébert, notre économie a moins souffert de la crise parce que nos banques n'ont pas coupé le crédit aux entreprises et aux investisseurs, comme cela s'est fait aux États-Unis (imaginons que les banques stoppent du jour au lendemain notre utilisation des cartes de crédit!). Résultat: la bonne gouvernance du système bancaire canadien fait désormais de celui-ci un modèle pour le reste de la planète.

«De surcroît, le Canada et surtout le Québec ont des gouvernements qui interviennent beaucoup plus dans l'économie qu'ailleurs dans le monde, poursuit l'économiste. Nous sommes des sociétés où l'État est mieux organisé en matière d'interventions économiques, dit-il. Et comme, au moment où la crise a frappé, nos gouvernements disposaient de finances publiques plus saines qu'à peu près tout le monde, ils ont pu jouer leur rôle de contrepoids positif en lan-

çant des programmes d'infrastructures.» Il qualifie l'intervention de nos gouvernements de «rapide et ciblée, si bien qu'on a subi un choc sans avoir un effondrement financier».

En outre, le nombre de personnes qui travaillent de près ou de loin pour les organismes gouvernementaux d'ici est assez élevé, enchaîne M. Hébert. Or, puisque les gouvernements hésitent davantage que le secteur privé à faire des mises à pied, cela contribue à maintenir en temps de crise la demande des consommateurs et permet justement au secteur privé de continuer de fonctionner. Autrement dit: la mise au chômage de nombreux fonctionnaires — des pères, des mères, des chefs de famille monoparentale, de jeunes consommateurs, etc. — aurait pour effet de dévaster l'entourage de ceux-ci et d'affecter grandement l'économie locale, déclenchant ainsi un cercle vicieux.

Un autre facteur qui explique pourquoi notre économie s'est bien comportée est le fait que les capitaux sont demeurés disponibles pour les investisseurs tout au long de la crise. «Il n'y a pas eu de coupure», rapporte Mario Hébert. Et là, je dois souligner que les fonds fiscalisés [Fondation CSN et Fonds de solidarité FTQ], de même le Fonds Desjardins, ont permis de soutenir les lignes de crédit et d'investissement des entreprises, particulièrement celles des PME, les principaux créateurs d'emplois.»

En outre, on observe que nos deux ordres de gouvernement sont mieux financés qu'à peu près tous les autres — parce qu'on leur verse davanta-

ge d'impôts et de taxes. Or les pays qui ont le plus souffert de la crise sont, dans bien des cas, ceux qui imposent les taux de taxation les plus bas, comme l'Irlande et les États-Unis.

«Le fait est qu'on est mieux équipé pour intervenir collectivement, constate Mario Hébert, et voilà précisément ce que ça prend en période de crise!»

L'économie plurielle, une forme de biodiversité

Les pays qui s'en tirent le mieux disposent d'une économie plurielle, observe le directeur de la recherche à Fondation CSN. «Une économie plurielle, dit-il, c'est à la fois un secteur privé très dynamique, un secteur public bien orchestré et un secteur d'économie sociale et solidaire très présent. On retrouve cela en Scandinavie, au Canada et au Québec.»

«En Finlande, en Suède, au Danemark et en Norvège, poursuit-il, les niveaux d'investissement sont plus élevés qu'ici et pourtant leur économie se porte bien, et ils n'ont pas non plus subi la crise. C'est cet équilibre, cette pluralité qui importe.»

Une économie plurielle s'assimile en quelque sorte à la biodiversité, illustre l'économiste. «On court alors moins le risque d'être fortement ébranlé lorsqu'un secteur est en difficulté, puisque les autres interviennent et stabilisent le tout, le temps que le tout revienne dans l'ordre. Dans le cas présent, on voit que les économies qui sont bien organisées, diversifiées et réglementées résistent beaucoup mieux à la crise financière mondiale.»

Collaborateur du Devoir



Collectivement
pour créer le changement
et croire en l'avenir

Centrale des syndicats
du Québec

www.csq.qc.net

VERS RIO 2012

Rencontres du Mont-Blanc

« L'économie sociale est un modèle de développement durable complet »

Lula da Silva et Michel Rocard seront à Chamonix

La 5^e édition des Rencontres du Mont-Blanc, l'équivalent du sommet de Davos pour l'économie sociale, se concentrera, du 9 au 12 novembre prochain, à trouver des façons de promouvoir ce modèle lors de la Conférence des Nations unies sur le développement durable, surnommée Rio +20, qui se déroulera en juin 2012. Entrevue avec Thierry Jeantet.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Il s'agit d'une année-charnière pour les Rencontres du Mont-Blanc. D'abord parce que la 5^e édition aura entre autres pour objectif de transformer et réformer les Rencontres elles-mêmes. L'association veut s'agrandir et étendre sa plateforme à une échelle plus internationale en intégrant plus de représentants des autres continents et en variant les lieux où se tiendront les sommets d'une édition à l'autre.

Charnière, aussi, parce que cette édition 2011 se déroulera à la veille de la Conférence de Rio +20, qui retiendra l'attention de la planète du 4 au 6 juin 2012. Vingt ans après la Conférence de Rio sur l'environnement, où 178 gouvernements avaient adopté l'Agenda 21, l'ONU retourne dans la métropole brésilienne pour s'assurer de l'engagement politique mondial envers le développement durable. Les deux thèmes principaux de cette conférence porteront sur l'économie verte et sur le cadre institutionnel nécessaire au développement durable.

Une économie modérée

À Chamonix, à partir du 9 novembre prochain, on échange-

ra beaucoup sur les moyens de porter l'économie sociale comme modèle jusqu'à cette conférence. «Pour nous, c'est un enjeu fondamental de démontrer que l'économie sociale est un modèle de développement durable complet», dit Thierry Jeantet, président des Rencontres du Mont-Blanc, lors d'une entrevue téléphonique avec *Le Devoir*. Rappelant que l'enjeu du développement durable est plus large que la question écologique et qu'il s'appuie sur trois «piliers» — économique, sociale et écologique — il voit en l'économie sociale une façon de faire incontournable. «Qui peut mieux que l'économie sociale associer ces trois piliers? Je dirais en fait que c'est consubstantiel à l'économie sociale de lier ces trois piliers», considère-t-il, à propos de ce modèle qui repose sur un système de propriété à la fois privé et collectif, une gestion démocratique ainsi qu'une répartition juste des excédents.

Un comité scientifique, piloté par Louis Favreau et Gérard Boismenu, travaille actuellement à la rédaction d'un rapport des Rencontres du Mont-Blanc, qui sera envoyé à près de 200 chefs d'État avant que ceux-ci ne se présentent à la Conférence de Rio +20. «C'est un texte in-



Thierry Jeantet, président des Rencontres du Mont-Blanc

téressant, car il comporte à la fois une analyse ainsi que des propositions de chantier et, du coup, des interpellations aux chefs d'État», explique Thierry Jeantet. Au moins 25 propositions seront au cœur de ce rapport et préciseront, entre autres, l'importance de promouvoir un mode de gouvernance partagé, une démocratisation de l'économie et des moyens pour nourrir l'ensemble de la population mondiale.

Ce rapport sera présenté le 10 novembre et soumis aux participants des Rencontres du Mont-Blanc, qui en discuteront en profondeur pour y apporter des modifications et l'approuver. «Peut-être que ce sera plus que des retouches. C'est un débat ouvert», reconnaît Thierry Jeantet.

Vers un dialogue

Il y a une volonté, donc, de prendre contact avec le monde politique qui s'illustre dans ce rapport, mais aussi dans la programmation des Rencontres du Mont-Blanc, avec la participation, entre autres, d'Inácio Lula da Silva, ancien président du Brésil, et de Michel Rocard, ancien premier ministre français. Outre les politiciens, les Rencontres du Mont-Blanc tenteront aussi d'interpeller les responsables politiques et administratifs, les collectivités, les syndicats et même certaines entreprises du secteur économique traditionnel. «L'économie sociale veut renforcer ses partenariats», explique Thierry Jeantet, aussi directeur général du groupement écono-

mique Euresa. Il faut un dialogue pour avancer. L'économie sociale veut se présenter comme un modèle, mais elle ne veut pas être le modèle unique, sinon ce serait dangereux. Nous sommes dans un monde pluriel. Ce que nous voulons, c'est que l'économie sociale prenne toute sa place dans ce monde pluriel, donc beaucoup plus de place qu'aujourd'hui.»

Car, depuis quelques années, le capitalisme ne règne plus comme un modèle incontestable. «L'emboîtement» de plusieurs crises, soit écologique, climatique, énergétique, alimentaire et financière, a prouvé ses limites et stimulé la recherche «d'autres voies concurrentes par rapport au modèle traditionnel, mais qui ne prétendent pas être des voies uniques et dominantes». Si le problème de visibilité de l'économie sociale se posait comme l'un des principaux défis lors de la création des Rencontres du Mont-Blanc, en 2004, la situation a bien changé depuis, même si plus que jamais l'association sent le besoin de communiquer, de diffuser, de se faire connaître.

«On sent qu'il y a une prise de conscience que, face au vieillissant modèle capitaliste, il est temps de regarder quelles sont les autres voies qui peuvent être empruntées. C'est pour ça qu'il est urgent que l'économie sociale se donne les moyens de dialoguer», insiste l'auteur du livre *L'économie sociale, une alternative au capitalisme*, paru en 2008 aux éditions Economica.

«Je pense qu'il faut que l'économie sociale prenne toute sa place dans le monde marchand — parce qu'elle est un élément régulateur d'une mondialisation qui devrait s'humaniser — et qu'elle garde et développe toute sa place dans le monde non marchand. Une des caractéristiques de l'économie sociale, c'est d'être capable de s'adapter à la fois aux défis de ces deux mondes. Je pense que c'est justement le seul modèle qui est capable de gérer cette dualité.»

À son avis, cette dimension à la fois privée et collective de l'économie sociale en fait «un système de propriété très moderne, qui a inspiré ceux qui ont créé les logiciels libres, et qui eux inspirent maintenant une réflexion sur les semences libres» en agriculture. Ces logiciels libres, plus souvent désignés selon leur appellation anglaise, *Open Source*, feront d'ailleurs l'objet d'une conférence dans la section consacrée à Rio +20 durant les Rencontres du Mont-Blanc. Offerts gratuitement et facilement accessibles via le web, les logiciels libres représentent, pour Thierry Jeantet, un «cas de propriété partageable maximum», ainsi qu'«une nouvelle forme d'économie sociale». «Il ne faut jamais oublier que l'une des origines de l'économie sociale, c'est de donner accès, au plus grand nombre, aux produits, aux services et aux moyens de travailler.»

Le Devoir

À l'heure de RIO+20
et de l'année internationale des coopératives

La planète n'y arrivera pas
si on ne change pas
de modèle!

Nos organisations
font mouvement
pour répondre aux défis actuels
du développement durable

GESQ
Groupe d'Économie
Solidaire du QuébecC
R
D
CARUC-ISDC
ALLIANCE DE RECHERCHE
UNIVERSITÉ-COMMUNAUTÉ
INNOVATION SOCIALE ET
DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉSConseil
québécois
de la coopération
et de la mutualitéSOCODEVI
société de coopération pour le
développement internationalUPA
Développement
International

Le LAREPPS-ESSBE

Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales
Équipe économie sociale, santé et bien-être

VERS RIO 2012

L'innovation québécoise en économie solidaire

Un Québec « durable » prend forme

Ce qui hier encore était un rêve devient aujourd'hui une réalité

Le développement durable et l'économie solidaire, pour ne pas être que des vœux pieux, doivent déboucher sur des initiatives et des projets, novateurs, certes, mais aussi réalisables. Quatre initiatives et projets québécois s'inscrivent dans ce courant de pensée: biomasse, fermes zéro carbone, éolienne et un monorail trans-Québec sont autant de solutions déposées pour un Québec «durable».

PIERRE VALLÉE

Dans quatre secteurs, les Québécois savent innover pour trouver des solutions où le développement sera durable, car il y aura protection des ressources et respect de l'environnement.

Chauffer au bois

Le chauffage au bois, autrefois répandu au Québec, a cédé le pas à d'autres sources d'énergie. Certaines municipalités interdisent même les foyers domestiques pour cause de pollution. Mais, dans certaines circonstances, le choix du bois comme combustible de chauffage peut se révéler être une option tout à fait écologique.

«Nous proposons d'utiliser la biomasse forestière comme combustible pour le chauffage des bâtiments, comme les hôpitaux et les écoles, en remplacement du mazout qu'on utilise actuellement», explique Jocelyn Lessard, directeur général de la Fédération québécoise des coopératives forestières (FQCF).

Et pas question de couper un seul arbre pour y arriver. «Il suffit de récupérer et d'utiliser les résidus forestiers de la coupe commerciale qui sont présentement laissés au sol. On n'a qu'à déposer ces résidus sur le bord des chemins forestiers, les laisser sécher pendant un an avant de les ramasser et les déchiqueter en copeaux de bois.»

Conversion vers la biomasse

Ce sont ces copeaux de bois qui servent ensuite de combustible à chauffage. Il faut évidemment installer une nouvelle fournaise conçue pour ce type de combustible. À cette fin, il existe plusieurs programmes gouvernementaux d'aide financière à la conversion du mazout à la biomasse. Si on inclut l'apport de ces derniers, on estime que l'investissement nécessaire à la conversion est amorti en sept ans environ. «Le système au mazout demeure en place et sert de système d'appoint.»

Le projet de conversion vers la biomasse forestière proposé par la FQCF convient essentiellement aux régions et aux circuits courts. «Il faut que la source de l'approvisionnement soit près de l'utilisateur afin de réduire le transport, qui est coûteux et polluant. C'est donc une solution qui convient aux régions, là où se trouvent les forêts, et les coopératives forestières sont toutes désignées pour devenir des fournisseurs.» Il faut aussi assurer la stabilité de l'approvisionnement. «Mais, comme il y a au moins une période d'un an pour le séchage et le



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Trouver une nouvelle façon de construire et d'exploiter les éoliennes: tel est le projet de la Coopérative Val-Éo.

conditionnement, les coopératives forestières ont le temps nécessaire pour gérer efficacement l'approvisionnement.

Les avantages liés à ce type de chauffage sont multiples. «D'abord, le prix est extrêmement compétitif, bien inférieur à celui du mazout, et il n'est pas soumis aux fluctuations que connaît le pétrole.» Ensuite, c'est un choix écologique, la biomasse forestière étant neutre en carbone, puisqu'elle rejette dans la nature le même montant de carbone qu'elle en absorbe. «De plus, les fournaises sont si efficaces que la combustion est presque totale, ce qui élimine les émanations dans l'atmosphère.»

Ce projet de conversion vers la biomasse forestière, selon Jocelyn Lessard, suscite beaucoup d'intérêt au Québec. Déjà, certains établissements, comme l'hôpital d'Amqui, ont fait le saut. «Les coopératives forestières québécoises ont maintenant l'expertise nécessaire pour bien développer cette filière. Nous sommes à l'étape d'approcher de nouveaux clients potentiels.»

Valoriser l'agriculture en la verdissant

L'agriculture, paraît-il, a mauvaise presse et mériterait grandement d'être valorisée. C'est du moins ce qu'avance Christine Gingras, directrice générale adjointe de Nature Québec, un organisme à but non lucratif voué à la protection de l'environnement et à la promotion du développement durable. Et la grande coupable de cette mauvaise image: la pollution engendrée par les pratiques agricoles.

C'est la raison pour laquelle Nature Québec a lancé en 2008 son projet «Agriculture et climat: vers des fermes zéro carbone». La première phase du projet s'est terminée en 2010 et on est présentement à la deuxième

phase, soit le programme «Je m'implique à la tonne!»

«Dans la première phase du projet, explique Christine Gingras, nous nous sommes associés à des acteurs du secteur agricole, comme la Coop fédérée. Il s'agissait dans un premier temps d'approcher les producteurs agricoles afin de leur expliquer ce qu'étaient les changements climatiques et les gaz à effet de serre, quels étaient les gaz à effet de serre d'origine agricole et quelles étaient les bonnes pratiques agricoles capables de réduire ou de capter les émissions de carbone. Nous avons donc mis en place des formations, des guides et des accompagnements à la ferme. Le but était de sensibiliser les producteurs agricoles et de leur donner une boîte à outils afin de faciliter la prise de décisions.»

À coût faible

Parmi les bonnes pratiques agricoles proposées, certaines peuvent être mises en place immédiatement, à un coût faible ou nul pour le producteur, tandis que d'autres nécessitent des investissements plus importants. «La plantation de haies brise-vent, qui réduisent l'érosion des sols, est un exemple d'une pratique peu coûteuse. Tout comme l'implantation d'une pratique d'alimentation où la moulée donnée aux animaux correspond parfaitement à leur stade de croissance. Par contre, la couverture d'une fosse de lisier afin de capter les gaz et ensuite l'installation des équipements nécessaires à sa méthanisation comportent des investissements plus importants. Ces bonnes pratiques ont toutes des avantages écologiques, certaines ont même des avantages économiques, et elles contribuent directement à l'acceptabilité sociale de l'agriculture.»

La deuxième phase du projet «Je m'implique à la tonne!» vise

plutôt la relève agricole. «Nous nous sommes associés aux établissements québécois d'enseignement agricole afin de diffuser auprès des étudiants l'ensemble des connaissances et des savoir-faire en matière d'agriculture zéro carbone. Il y aura même des stages à la ferme. Idéalement, nous aimerions que ces connaissances fassent partie du programme de base de ces établissements d'enseignement, afin que les futurs producteurs ou conseillers agricoles soient dès le départ sensibilisés aux enjeux écologiques et au développement durable en agriculture.»

Posséder le vent

Dans de nombreuses régions québécoises, on voit s'ériger des parcs d'éoliennes. Règle générale, ce sont des entreprises privées, contrat en approvisionnement d'Hydro-Québec en poche, qui négocient avec les habitants du territoire pour ensuite construire et exploiter les éoliennes. Sauf pour les résidents de la plaine agricole du sud de la MRC Lac-Saint-Jean-Est, où les agriculteurs, citoyens et municipalités ont choisi une autre voie.

«Au départ, il y avait beaucoup de discussions concernant la gestion des ressources naturelles dans la région. De plus, les agriculteurs commençaient à être sollicités par les entreprises privées d'énergie éolienne. Ils ont voulu se donner un moment d'arrêt avant de signer les contrats et, pendant les discussions, l'idée de former une coopérative a vu le jour», explique Patrick Côté, directeur général de la Coopérative Val-Éo.

«L'idée était de se regrouper afin de mettre en commun les droits éoliens ou ce qu'on appelle les contrats d'option. En premier, on pensait ainsi faire monter les enchères et obtenir un meilleur tarif pour les contrats d'option. Mais on s'est vite rendu compte qu'on pouvait aussi exploiter soi-même cette ressource.»

Stratégies économiques

Mais ici la coopérative avait ses limites, la Loi sur les coopératives ne permettant pas la mise en place de certaines pratiques souhaitées par la collectivité. «La Loi sur les coopératives permet seulement un apport financier de la part de ses membres, mais on voulait aussi trouver le moyen d'inclure un apport foncier, c'est-à-dire considérer le contrat d'option comme un apport menant à une part.» On a donc choisi de créer une société en commandite, la SEC Val-Éo, qui a commandité la Coopérative Val-Éo. «Le commanditaire peut alors être un in-

dividu, une municipalité ou une société de placements qui investit de l'argent dans la SEC en retour de parts. Mais l'agriculteur peut aussi y participer en investissant son contrat d'option.»

De plus, afin de satisfaire aux normes d'Hydro-Québec, qui exigeait que tout projet éolien qui lui était soumis devait com-

L'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) propose rien de moins que de doter le Québec d'un réseau interurbain électrique à haute vitesse

prendre la présence d'une société ayant une cote de crédit établie par une agence de notation, la Coop Val-Éo s'est associée à l'entreprise Algonquin Power, inscrite à la Bourse de Toronto. «Mais la participation d'Algonquin Power est limitée à 25 % de tout projet de parc d'éoliennes que nous développerons et elle peut uniquement investir dans les projets, et non dans la coopérative. La coopérative demeure toujours propriétaire des droits éoliens et la collectivité garde ainsi le contrôle de la ressource.»

Une première tentative d'obtenir un contrat en approvisionnement auprès d'Hydro-Québec a échoué en 2007, mais la Coopérative Val-Éo a réussi sa deuxième tentative en obtenant, en 2010, un premier contrat d'approvisionnement de 24 MW d'Hydro-Québec.

«Nous amorçons présentement une première phase d'appels à l'épargne publique, conformément aux règlements de l'Autorité des marchés financiers, par laquelle nous invitons les citoyens, les municipalités et les entreprises de la région à investir dans le projet. Cette première somme de 30 millions servira à financer le coût de développement jusqu'au début de la construction.» Un nouvel appel à l'épargne publique sera lancé pour la phase de construction. «Le coût total du projet avoisine 70 millions.»

Voyager en monorail au Québec

Le Québec a mis au monde son premier réseau de monorail lors d'Expo 67. Il s'agissait bien sûr d'un tortillard conçu à des fins récréatives. Rien à voir avec l'actuel projet de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), qui propose rien de moins que de doter le Québec d'un réseau interurbain de monorail électrique à haute vitesse. Si, à première vue, l'idée peut apparaître farfelue, un second coup d'œil fait vite ressortir les avantages de pareille proposition.

«Au départ, nous avons commencé par une étude visant à chiffrer l'ensemble des projets d'électrification du transport collectif qui sont déjà dans les cartons des dif-

férentes agences de transport, explique Robert Laplante, directeur général de l'IREC. Mais ce sont tous des projets urbains. Aucun projet ne touchait les régions. C'est alors que nous avons eu l'idée du réseau interurbain de monorail.»

Dans un premier temps, l'IREC propose de construire un premier tronçon Montréal-Québec. «Il y a bien le projet d'un TGV, mais on en parle depuis trente ans et on est loin de le voir aboutir. Un projet de monorail serait moins coûteux et plus facile à mettre en place. Ensuite, on pourrait étendre le réseau à l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud, afin de desservir les capitales régionales, ce que ne peut faire un TGV, efficace et rentable uniquement sur de longues distances.»

Technologie québécoise

La technologie sur laquelle reposerait le monorail est le moteur-roue développé par un chercheur québécois, Pierre Couture. «Nous avons déjà la technologie et le Québec possède une expertise dans la construction du matériel roulant pour le transport en commun. C'est un net avantage pour le réseau de monorail.»

Autre avantage: le réseau pourrait être construit sur les emprises existantes. «On pourrait l'installer sur le terre-plein de l'autoroute 20, par exemple.» Et comme le réseau serait construit en hauteur, il survolerait viaducs et autres obstacles. De plus, ce réseau serait équitable fiscalement. «Un TGV serait payé par l'ensemble des contribuables, comme le serait le réseau de monorail, mais ce dernier desservirait les régions, ce que ne ferait pas un TGV.»

Selon Robert Laplante, ce projet, estimé à 12 milliards de dollars pour l'ensemble du réseau interurbain, comporte de nombreux avantages pour le Québec. «Il y a d'abord les gains écologiques: système non polluant à l'électricité, abandon de la voiture au profit du transport collectif, etc. Mais il y a aussi des avantages économiques, comme la création de près de 90 000 emplois pour sa réalisation, ainsi que la mise en valeur de technologies et du savoir-faire québécois. Les retombées économiques profiteraient en premier au Québec. Et comme il s'agit d'un réseau à haute vitesse, capable d'aller de Montréal à Rimouski en moins de deux heures et demie, l'économie en temps de transport faciliterait et encouragerait les déplacements. En plus d'offrir aux régions un mode de transport collectif efficace, essentiel à leur développement économique et social. C'est un véritable projet de développement durable et un projet mobilisateur, ce dont le Québec a grandement besoin. Un véritable projet du XXI^e siècle.»

Collaborateur du Devoir



BRYAN SNYDER REUTERS

Les copeaux de bois peuvent servir de combustible à chauffage.

VERS RIO 2012

Réseaux d'économie sociale et solidaire

« Il faut agir à l'échelle internationale »

L'économie sociale et solidaire n'est pas une réalité nouvelle. Si Montréal vient d'accueillir le premier Forum international sur l'économie sociale et solidaire, le mouvement a plus de 150 ans d'histoire: les initiatives d'économie sociale et solidaire apparaissent dès la mise en place d'une économie de marché, pour prendre de l'ampleur et changer de dynamique au début du nouveau millénaire. Depuis dix ans, le mouvement s'impose à l'échelle mondiale et se construit autour de réseaux de plus en plus vastes.

ASSIA KETTANI

Poches de résistance face aux pressions de l'économie de marché, les initiatives d'économie sociale et solidaire n'ont cessé de se confronter à la vision libérale de l'économie et à ses vérités immuables. Malgré son évolution, le mouvement a toujours porté la même aspiration à vivre autrement et a exprimé le désenchantement qui a accompagné la persistance des inégalités. Aujourd'hui encore, certains de ces anciens réseaux sont encore actifs et font partie des acteurs déterminants du mouvement. «Un certain nombre de réseaux ont de l'histoire: l'Alliance coopérative internationale a plus d'un siècle, et de nombreux grands réseaux sociaux, mutualistes ouvriers, de mouvements de femmes ou paysans, ont aussi une action internationale», explique René Lachapelle, président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ).

En revanche, ce qui dessine le nouveau visage de l'économie sociale et solidaire à l'échelle planétaire et qui teinte désormais l'histoire économique du XXI^e siècle, c'est l'effervescence des réseaux des dix dernières années. «Il y a aujourd'hui une multiplication des initiatives, une convergence nouvelle qui se développe et une réorganisation récente qui donne de la vitalité au mouvement.» Une nouvelle génération de réseaux, de plus en plus structurés et connectés à l'échelle internationale, s'érige en réponse à une mondialisation de plus en plus pesante, à l'exemple du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS), né en 2002, qui travaille sur une base continentale.

Après Seattle

Le tournant du millénaire a marqué l'avènement du mouvement: «Autour de l'an 2000, il y a eu une prise de conscience qu'un autre monde est possible», poursuit René Lachapelle. Donnant forme aux mouvements isolés qui se multipliaient depuis une vingtaine d'années, cette nouvelle génération de réseaux est venue canaliser une dynamique en pleine expansion.

«Quand on lance des réseaux comme le RIPESS, c'est qu'il y a déjà des choses faites: on met en réseau ce qui est déjà en train de s'organiser.» Ces nouveaux réseaux sont nés avec le mouvement antimondialiste, rebaptisé altermondialiste, qui



SOURCE GESQ

René Lachapelle, président du Groupe d'économie solidaire du Québec

s'est notamment manifesté lors des émeutes de Seattle, à la fin des années 90, et avec le premier Forum social mondial, à Porto Alegre en 2001.

S'est alors imposée la certitude qu'une autre économie ne pouvait naître qu'à travers la mise en relation de réseaux à grande échelle. «Cette ouverture est devenue une nécessité: il faut agir à l'échelle internationale. Les entreprises de l'économie sociale et solidaire isolées ont peu de chances de se tailler une place. Il faut favoriser le développement dynamique d'échanges, de nouveaux projets.»

Il y a un peu plus d'un mois s'est ainsi tenu, à Barcelone, le Congrès de fondation du RIPESS Europe, volet européen

«Les entreprises de l'économie sociale et solidaire isolées ont peu de chances de se tailler une place»

- René Lachapelle

du réseau intercontinental, confirmant la tendance générale d'un mouvement de plus en plus mondialisé.

Autre facteur dynamique né avec le tournant du millénaire: le développement des forums sociaux. Carrefours de rencontres et de réflexions, les Forums sociaux mondiaux, qui fêtent cette année leur première décennie, et les Rencontres du Mont-Blanc, lancées en 2004, ont largement contribué à créer au sein du mouvement une émulation des réseaux à l'échelle mondiale. «Ce sont des espaces d'interactions, des lieux pour élargir les alliances et favoriser la création d'initiatives. Les Rencontres du Mont-Blanc réunissent les grands réseaux de l'économie sociale et solidaire afin de renouveler les actions et de se pencher sur les nouveaux défis.»

Cette année, les 5^{es} Rencontres du Mont-Blanc auront pour finalité la préparation de la conférence à venir de l'ONU sur le développement durable, «Rio +20», avec la volonté de s'inscrire dans les nouveaux enjeux du dévelop-

pement: l'écodéveloppement, la crise agro-alimentaire, la crise énergétique ou encore la marchandisation de la nourriture. «Il faut chercher à redonner aux pays les plus touchés par la famine le contrôle de leur développement agricole», précise René Lachapelle.

Québec, Amérique et... Afrique

À l'avenir, il reste encore beaucoup à faire pour développer ce mouvement en plein essor. «Dix ou quinze ans à l'échelle internationale, c'est court pour un réseau: c'est tout juste le temps de lancer une dynamique. Les réseaux comme le RIPESS sont encore en phase de démarrage. Mais c'est assez pour voir que certaines choses sont ancrées.»

Du côté des bons élèves, le Québec se démarque par la longueur et l'importance de son expérience, forte d'un siècle et demi de développement coopératif.

En première ligne, le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), et la CSN, les mouvements coopératifs ou encore la Caisse d'économie sociale Desjardins font en sorte que «le Québec est actif à l'échelle internationale, dans le développement des réseaux». Autre figure de proue de l'économie sociale et solidaire: l'Amérique latine. «Le mouvement le plus actif est le RIPESS Amérique latine. Il dispose de réseaux mieux structurés, qui ont plus d'ancienneté. Au Brésil, le FBES regroupe des milliers d'entreprises. Les actions dans leur région sont fortes, car les régimes sont ouverts à ce type d'économie. Il y a une reconnaissance par l'État de ces initiatives.»

On doit se tourner, en revanche, vers là où les besoins sont les plus urgents. Même s'il existe des initiatives, comme la création récente du Réseau africain d'économie sociale et solidaire (RAESS), «il y a actuellement une inquiétude pour l'Afrique. L'avenir est au développement des réseaux africains», estime René Lachapelle.

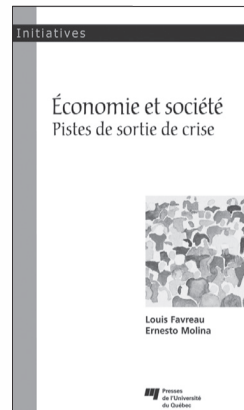
Malgré les défis qu'il reste à relever, le mouvement continue de poursuivre son objectif de justice sociale. «Les gens qui travaillent en ESS voient que ce qu'ils développent est une solution à beaucoup de problèmes économiques actuels.» Parmi les plus grands défis, René Lachapelle insiste sur la reconnaissance officielle du mouvement, condition indispensable à son succès. «Même si l'économie traditionnelle est en crise de façon quasi hebdomadaire, elle continue à être le modèle. La création du RIPESS va dans ce sens: il faut faire reconnaître que l'économie est une réalité plurielle.»

Collaboratrice du Devoir



COLLECTION INITIATIVES

Contribuer au développement social et économique des communautés



ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

Pistes de sortie de crise

Louis Favreau et Ernesto Molina

Ce livre se veut une contribution pour une meilleure connaissance des enjeux actuels du Québec et de la planète (inséparablement liés) et une proposition sur les visées stratégiques de renouvellement de notre « modèle » de développement.

170 pages 18\$



MOUVEMENT COOPÉRATIF

Une mise en perspective

Louis Favreau

La logique coopérative peut-elle être au cœur du système économique? Louis Favreau nous invite à nous poser la question. Dans une approche sociopolitique, il trace le portrait du mouvement coopératif québécois et de sa contribution actuelle et potentielle à une économie plus démocratique, équitable et écologique.

168 pages 17\$



LES DÉFIS D'UNE MONDIALISATION SOLIDAIRE

Mouvements sociaux, démocratie et développement

Louis Favreau, Lucie Fréchette et René Lachapelle

L'ouvrage cherche à dégager les principales lignes de force des mouvements engagés au plan international afin d'en arriver à une mondialisation équitable et solidaire.

172 pages 18\$



COMMERCE ÉQUITABLE

Les défis de la solidarité dans les échanges internationaux

Jean-Frédéric Lemay, Louis Favreau et Christophe Maldidier

Cette synthèse sur la question du commerce équitable cherche à faire connaître et comprendre aux lecteurs le mouvement du commerce équitable pour ensuite leur permettre de l'analyser et de se positionner par rapport aux enjeux actuels le concernant.

184 pages 18\$



COOPÉRATION NORD-SUD ET DÉVELOPPEMENT

Le défi de la réciprocité

Louis Favreau, Lucie Fréchette et René Lachapelle

En fournissant les indispensables repères pour comprendre, mais aussi pour analyser de façon critique les enjeux des différentes formes de la solidarité internationale aujourd'hui, cet ouvrage analyse cette « autre coopération » qui se distingue de la coopération entre États.

196 pages 20\$



TOUS NOS LIVRES SONT DISPONIBLES EN VERSION NUMÉRIQUE.

Presses de l'Université du Québec



SOURCE GESQ

René Lachapelle a participé, en février dernier, à un séminaire à Saint-Louis, au Sénégal. «L'avenir est au développement des réseaux africains», estime René Lachapelle.

VERS RIO 2012

Confédération des syndicats nationaux

Les syndicats sont des partenaires naturels de l'économie sociale et solidaire

Le modèle de développement québécois de l'économie sociale et solidaire est pris en exemple ailleurs dans le monde

Le mouvement syndicaliste québécois est naturellement associé à l'économie sociale et solidaire. Il se veut à la fois porteur, partenaire, acteur et promoteur de cette économie issue des revendications citoyennes. Et il entend se déployer davantage en misant sur ses réseaux de contacts sur la scène internationale.

JESSICA NADEAU

L'avenir de l'économie sociale et solidaire passe par le réseautage à l'échelle planétaire, estime Pierre Patry, trésorier et responsable du dossier de l'économie sociale à la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

«Avec la dernière crise qui a entraîné des pertes d'emplois et une récession économique sans précédent, il y a un questionnement à l'échelle internationale pour trouver une façon de repenser l'économie en fonction des besoins des personnes. Il y a donc, depuis deux ou trois ans, de plus en plus de réseautage à l'échelle internationale pour faire émerger un nouveau mode de développement.»

Pour implanter davantage le modèle d'économie sociale et solidaire, la CSN tente d'élargir son réseau en bâtissant, notamment, des alliances stratégiques avec la Centrale unique des travailleurs (CUT), la plus grosse organisation syndicale du Brésil. «C'est un pays qui est en pleine émergence», constate Denise Boucher, vice-présidente de la CSN. Il regarde notre façon de voir autrement l'économie, il y adhère et il est prêt à avancer lui-même dans ces nouvelles philosophies.»

Le Brésil n'est pas le seul à vouloir apprendre de ce qui se fait au Québec, note la vice-présidente, qui rappelle que la Belle Province a eu la chance d'exposer sa vision de l'économie sociale et solidaire au monde entier, dans le cadre d'une conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT).

«C'est pour cela que nous accueillons aujourd'hui le Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS). Les gens nous ont entendus et ils voient là quelque chose qui peut être un élément porteur pour nous sortir d'une crise économique et d'un modèle néolibéral qui doit lui-même se réajuster.»

Une histoire commune

Selon elle, ce qui fait la force et la renommée du mouvement québécois d'économie sociale et solidaire est sans contredit la constance des liens entre le monde syndical et le milieu coopératif. «Le constat qu'on peut faire lors de nos quelques sorties internationales et de nos rencontres avec des délégations, principalement belges ou françaises, c'est que le lien entre les organisations syndicales et les acteurs de l'économie sociale n'y fait pas partie de la culture comme c'est le cas chez nous.»

Elle fait remonter cette relation entre syndicats et économie sociale aux tout débuts de la CSN avec les prêtres ouvriers qui, déjà au début du vingtième siècle, organisaient les gens en syndicats ou en coopératives et intervenaient en soutien aux familles québécoises.

C'est d'abord et avant tout une histoire commune, estime pour sa part son confrère Pierre Patry, trésorier à la CSN. «Le mouvement syndical et le mouvement coopératif sont nés à peu près en même temps de la volonté d'avoir une meilleure prise sur nos conditions de travail et sur nos conditions de vie. On a donc une histoire commune et, au Québec, on a travaillé ensemble sur ces questions. Cela n'est pas étranger au fait que le mouvement d'économie sociale a pris un essor et a maintenant gagné ses lettres de noblesse.»

Dès 1960

Les syndicats se veulent porteurs d'une économie sociale dont ils revendiquent une part de paternité. Pierre Patry évoque les centres de la petite enfance (CPE), l'un des exemples d'économie sociale les plus souvent cités pour illustrer la richesse de ce mode de développement.



Denise Boucher, vice-présidente de la CSN

«Les CPE sont nés dans les années 1960-1970 avec l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, explique-t-il. Compte tenu du travail qui a été fait pendant plus de deux décennies dans les garderies de l'époque, et du fait qu'il y a eu syndicalisation des travailleuses des centres de la petite enfance, cela nous a menés à l'adoption d'une politique publique dans les années 1990. Et donc, pendant qu'on améliorait les conditions de travail des gens qui œuvraient dans ce milieu, on a vu un véritable réseau de centres de la petite enfance se mettre en place, un réseau qui n'aurait pas vu le jour sans ces initiatives.»

Il rappelle aussi la création d'une trentaine de coopératives par le biais de la CSN, depuis la formation du groupe de maintien à la création d'emplois, MCE Conseils, en pleine récession économique dans les années 1980. Il s'agit d'un groupe de consultation formé d'experts en analyse financière, qui a pour but d'aider les employés à

conserver leur emploi en formant une coopérative à la suite d'une fermeture d'entreprise.

«Si on est capable de trouver un créneau qui permet de porter ou de soutenir encore des emplois dans certaines régions à la suite d'une fermeture, eh bien, ça fait partie de notre responsabilité», affirme la vice-présidente Denise Boucher. C'est pour cela que la question de l'économie sociale est, pour nous, un élément important qui pourrait même nous aider à affronter la crise et à soutenir des régions dans des situations difficiles.»

Souffler dans la même direction

Économie sociale et syndicalisme vont-ils de pair? Assurément, car il est plus facile de s'organiser lorsqu'on est syndiqué, estiment les deux représentants de la CSN. Mais ils ne sont pas indissociables, constate toutefois Denise Boucher. «Est-ce que l'économie sociale et solidaire ne peut exister que parce qu'il y a du syndicalisme? La réponse est non.»

Elle estime que le mouvement syndical est un mouvement social important, un «pilier de la démocratie», mais qu'il n'est pas unique.

A ce titre, on constate que le mouvement Occupy Wall Street, mouvement de contestation visant à dénoncer les abus du capitalisme financier aux États-Unis, échappe complètement au contrôle des centrales syndicales.

Mais qu'importe d'où émane le vent du changement, dans les rues de New York ou dans un bureau syndical de Montréal, ils sont plusieurs à souffler dans la même direction pour un nouveau mode de développement et une économie à l'échelle humaine. C'est là qu'intervient le réseautage international nécessaire à la percée de l'économie sociale et solidaire dans le monde, tel qu'illustré par Pierre Patry.

«Je ne dis pas que le mouvement Wall Street va forcément mener à l'économie sociale, mais il y a un questionnement sur le fait qu'on ne peut pas continuer de fonctionner comme on le fait depuis trente ans, parce que c'est destructeur...»

Collaboratrice du Devoir

Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123
Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123
Équitable	ÉQU	1000	+123	123	Social	SOC	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000	+123	123
Social	SOC	1000	+123	123	Solidaire	SOL	1000	+123	123	Durable	DUR	1000	+123	123	Équitable	ÉQU	1000		